

Comité de Sensibilisation à L'environnement

Bulletin du Comité

- **Sophia Valdez**
- **Tullio Prach Morosi**

Directeurs de Comité

Sommaire

Lettre de présentation des directeurs.....	2
Carta de bienvenida del director de comités en Español	2
Carta de bienvenida de directores de la Comité de Sensibilisation à L'environnement...3	3
Comité de Sensibilisation à L'environnement.....	4
Membres du comité.....	5
Pouvoir du comité	6
Thème A: Défis des réfugiés climatiques	7
Introduction.....	8
Contexte Historique	9
Essence du Débat	10
Thèmes à débattre.....	11
Problématiques à considérer.....	11
Sources	12
Thème B: La transformation des secteurs économiques pour un avenir durable et résilient	
.....	13
Introduction.....	14
Contexte	16
Essence du Débat	18
Thèmes à débattre.....	21
Questions à se poser en tant que délégué:.....	23
Problématiques à considérer.....	23
Outils pratiques.....	25
Sources	26

Lettre de présentation des directeurs

Carta de bienvenida del director de comités en Español

Estimados delegados de la duodécima conferencia de DALE Nicaragua,

Es un honor para mí extenderles la más cordial de las bienvenidas a este congreso, honrado de poder ocupar el cargo de Director de Comités en Español.

Ingresé a esta gran familia en el año 2022, cuando participé como delegado en el comité CELAC 2050. Posterior a esa grata experiencia y haber conseguido un 2do lugar, decidí participar el año siguiente una vez más, con el objetivo de conseguir el tan ansiado Mejor Delegado. Afortunadamente y luego de muchísimo esfuerzo, logré obtener dicha distinción en la Cumbre de las Américas, por lo cual, durante la pasada edición (11ma), tuve el honor de ser co-director del comité OEA. Los 3 años que llevo en el programa, me han servido en gran medida para mejorar mis habilidades de oratoria, liderazgo, investigación y negociación, y justamente eso es lo que quiero que logren recoger de esta conferencia.

Créanme cuando les digo, DALE es mucho más que un evento de debate, es un espacio en el cual todos pueden expresarse a su manera, e impulsar su crecimiento personal. Nada me gustaría más que se empapen de la misma pasión que yo lo hice cuando participé como delegado, y estoy seguro de que así será, pues conozco de antemano la dedicación con la cual se ha planificado esta conferencia para su máximo disfrute.

Con esfuerzo, les compartimos este boletín para que puedan informarse de sus temas y afianzar su posición de manera correcta. El trabajo de sus directores ha sido arduo, y no esperamos menos de ustedes. Estoy convencido de que harán un trabajo magnífico; no puedo esperar para entrar a los comités y observar el fruto de su preparación.

¡Practiquen, diviértanse y sean ustedes mismos! ¡Nos vemos allá!

Juan Pablo Icaza Morán, Director de Comités en Español. (juanpabloicaza@gmail.com)

Carta de bienvenida de directores de la Comité de Sensibilisation à L'environnement

C'est avec plaisir que nous vous accueillerons à la XIIe conférence de DALE. Nous sommes Sophia Valdez Bremaud et Tullio Prach Morosi, directeurs du comité français de la Comité de Sensibilisation à L'environnement a DALE Nicaragua. Notre enthousiasme pour le débat, l'envie d'apprendre, l'envie de découvrir et mieux comprendre le monde d'aujourd'hui et de demain nous motivent à diriger ce comité. Notre but est de vous aider à mieux appréhender les débats, à échanger autour de concepts d'actualité, et à passer un bon moment.

Nous sommes ravis que vous ayez choisi le comité en français, la langue qui est historiquement celle de la diplomatie. Nous aborderons des thèmes d'une grande importance, qui concernent tous les habitants de notre planète et sur lesquels la jeunesse doit réfléchir, échanger et débattre.

Nous espérons que cette expérience à DALE vous sera enrichissante et vous accompagnera dans votre quête pour un avenir meilleur. Nous avons hâte de vous retrouver !

Comité de Sensibilisation à L'environnement

Introduction :

La Comité de Sensibilisation à L'environnement est une réunion annuelle qui réunit sous la Convention Cadre sur les changements climatiques (CCCC) . La CCCC a été adoptée en 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro.

La Comité de Sensibilisation à L'environnement existe depuis près de 30 ans, la première conférence s'est tenue à Berlin en 1995. Cette conférence regroupe aujourd'hui 196 pays, soit presque tous les pays du monde. Les participants à la Comité de Sensibilisation à L'environnement incluent les chefs d'Etats et de gouvernements (tous les représentants des Etats signataires de la CCCC), les délégations nationales envoyées par chaque pays, les Acteurs non-étatiques et des représentants régionaux et locaux. La Comité de Sensibilisation à L'environnement a compté près de 80 000 participants.

Lors de cette conférence, les pays négocient sur les stratégies à adopter pour lutter contre le changement climatique. Son objectif principal est de passer en revue les progrès des accords tels que l'Accord de Paris et de renforcer les engagements pour réduire les émissions et limiter le réchauffement climatique. La Comité de Sensibilisation à L'environnement se déroule à Belém, au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025. Ce sera la première fois que cette conférence se tiendra dans la région amazonienne, un écosystème crucial pour la lutte contre le changement climatique.

Membres du comité

Pour la mise en scène de notre Comité de Sensibilisation à L'environnement de Dale, nous avons décidé de sélectionner les pays suivants:

1. États-Unis
2. Canada
3. Mexique
4. Brésil
5. Haïti
6. Colombie
7. Venezuela
8. Italie
9. France
10. Royaume-Uni Roumanie
11. Grèce
12. Cameroun
13. Algérie
14. Somalie
15. Afrique du Sud
16. Tchad
17. Inde
18. Chine
19. Russie
20. Arabie Saoudite
21. Bangladesh
22. Australie
23. Vanuatu
24. Nouvelle-Zélande
25. Fidji
26. Papouasie-Nouvelle-Guinée

Pouvoir du comité

La Comité de Sensibilisation à L'environnement est un mécanisme essentiel pour coordonner l'action internationale face aux défis du changement climatique. Elle permet aux Etats de collaborer entre eux, d'évaluer les progrès accomplis dans la dernière année et d'adopter de nouvelles mesures concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Thème A: Défis des réfugiés climatiques



Introduction

Un réfugié climatique est une personne qui est contrainte de quitter son lieu de résidence ou son pays en raison des effets néfastes du changement climatique ou des catastrophes environnementales liées au climat. Ces effets peuvent inclure la montée du niveau des eaux, la désertification, les sécheresses prolongées, les inondations, les ouragans ou autres phénomènes extrêmes qui rendent une région inhabitable ou mettent en danger la survie de la population.

Aujourd'hui le terme de "réfugié climatique" n'est pas encore reconnu officiellement par les conventions qui définissent les réfugiés sous plusieurs critères. On parle donc de "migrants environnementaux".

Dans la dernière décennie, il y a eu près de 22 millions de migrations dues à des événements climatiques pour la grande majorité dû au changement climatique. Soit deux fois plus que les déplacements causés par les conflits et la violence dans le monde, une réalité peu admise par les gens.



Contexte Historique

La Convention de Genève (1949-1951) désigne un ensemble de traités ayant pour but d'assurer la protection humanitaire des personnes en période de conflits armés. Ces conventions ont été mises en place sous l'égide du Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Elles incluent celle de 1951, qui se concentre sur la définition du statut de réfugié et leur protection. Elle définit un réfugié comme une personne qui fuit la persécution en raison de sa race, sa religion, sa nationalité ou son appartenance à un certain groupe social. Mais elle a ses limites et est insuffisante pour répondre aux besoins des réfugiés climatiques. Elle ne les prend pas en compte.

Le Haut-Commissariat du Conseil international des pays pour les réfugiés a tenté d'élargir son champ d'action pour inclure des migrants internes (grande partie des réfugiés climatiques) ou des victimes de catastrophes naturelles, mais cette initiative reste inefficace face à la grandeur du problème croissant des réfugiés climatiques. En conclusion, il existe une absence de reconnaissance formelle des réfugiés climatiques dans le droit international. Il n'y a donc aucune possibilité pour les réfugiés de demander l'asile car leur demande n'est légalement pas basée sur des motifs valables.

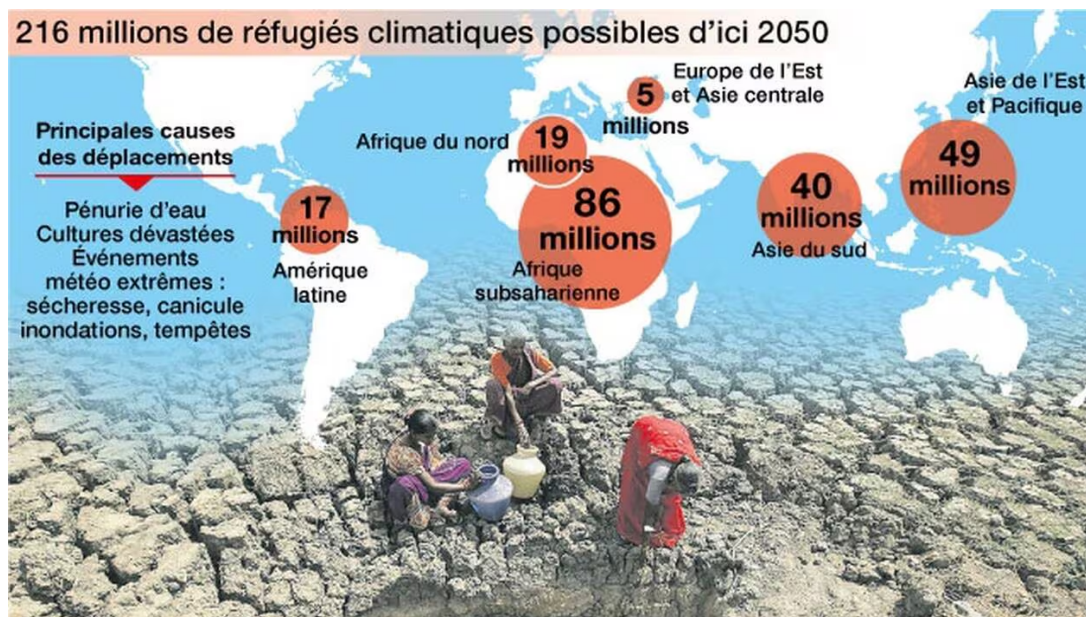
La naissance du terme "réfugié climatique" vient des chercheurs et des organisations environnementales. Notamment par Essam El-Hinnawi dans un rapport de la CIPU pour l'environnement en 1985. Ce terme a gagné en popularité dans les années 1990. Par exemple dans l'utilisation des experts du GIEC sur leur rapport de 2001 et au fil des années ou des catastrophes naturelles comme l'ouragan Katrina en 2005 a illustré le lien entre les événements environnementaux et les réfugiés climatiques.

Il y a quand même des avancées sur le chemin vers la reconnaissance des réfugiés climatiques. En décembre 2018 a été voté un pacte mondial sur les réfugiés à l'Assemblée Générale de la CIPU. Adopté par une majorité écrasante qui reconnaît que " le climat, la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles interagissent de plus en plus avec les facteurs des déplacements de réfugiés".

Essence du Débat

La CIPU et le droit international ont l'urgence de reconnaître les réfugiés climatiques. Ce nouveau statut donnerait plus de sécurité aux migrants du climat qui auraient alors de meilleures conditions de vie dans les pays qui les recueillent et une plus grande aide humanitaire.

Il est important que les pays les plus pollueurs limitent leur émission de GES, respectent les accords de Paris sur les objectifs du climat. Les pays développés sont souvent ceux qui produisent le plus de GES et ont le moins de répercussions. Par exemple, l'Afrique subsaharienne produit moins de GES que l'Europe pour une population plus grande mais a connu depuis 2012 près de 100 millions de réfugiés climatiques. Les pays développés doivent réduire leurs émissions et accepter les réfugiés en prenant leur part de responsabilité. Les pays en voie de développement doivent chercher à relocaliser et offrir des besoins basiques aux réfugiés climatiques.



Thèmes à débattre

Le manque de reconnaissance pour le statut de réfugié face au droit international. Il serait intéressant de débattre sur la reconnaissance des ces réfugiés, sur leur prise en charge, la mise en place d'aides humanitaires

La reconnaissance des réfugiés climatiques découlerait sur un système de protection et de prise en charge des réfugiés climatiques. Il s'agirait de financer un organe de la CIPU sur cette initiative : prévention, adaptation des installations, sensibilisation et éducation.

Le financement des pays développés envers les pays en voie de développement. Dans le Comité de Sensibilisation à l'Environnement en Azerbaïdjan, un accord a été trouvé pour un financement de 300 milliards de dollars, malgré un objectif initial de 1 000 milliards de dollars. Les pays développés émettent souvent plus de GES tout en subissant moins de répercussions.

Problématiques à considérer

D'ici 2050, les experts prévoient entre 250 millions et 1 milliard de réfugiés. La marge est grande, mais il s'agit dans tous les cas d'une augmentation significative. Cette migration pourrait être deux fois plus importante que celle causée par les conflits armés et n'est pas encore pleinement reconnue par le droit international. De plus, le dérèglement climatique s'intensifie.

Sources

- Wikipédia. (n.d.). Réfugié écologique.
https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9fugi%C3%A9_%C3%A9cologique
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (n.d.). Langues. IPCC. <https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/>
- Gourani, S. (2024, décembre 5). L'impact positif de l'intégration professionnelle des réfugiés à l'échelle mondiale. Forbes.
<https://www.forbes.fr/societe/limpact-positif-de-lintegration-professionnelle-des-refugies-a-lechelle-mondiale/>
- Migrations en questions. (n.d.). Qui sont les réfugiés climatiques ? Migrations en questions.
https://www.migrationsenquestions.fr/question_reponse/2495-qui-sont-les-refugies-climatiques/
- Kristy Siegfried (2023 décembre 4). Changement climatique et déplacements : les mythes et les faits. UNHCR
<https://www.unhcr.org/fr/actualites/articles-et-reportages/changement-climatique-et-deplacements-les-mythes-et-les-faits>
- UNHCR. (n.d.). Changement climatique et déplacements : les mythes et les faits. Retrieved December 9, 2024, from
<https://www.unhcr.org/fr/actualites/articles-et-reportages/changement-climatique-et-deplacements-les-mythes-et-les-faits>
- L'étude de la Banque mondiale alerte sur le nombre de réfugiés climatiques possible en 2050, Christelle Guibert (15/09/2021)
- <https://www.ouest-france.fr/environnement/rechauffement-climatique/sans-action-il-y-aura-216-millions-de-refugies-climatiques-en-2050-362dae7a-1629-11ec-b71b-565657b89003>

Thème B: La transformation des secteurs économiques pour un avenir durable et résilient



Introduction

La transformation économique, souvent désignée par l'expression "transition économique", désigne un processus de changement systémique des structures et des pratiques économiques d'une région ou d'un pays en réponse à des défis environnementaux et sociaux, ouvrant la voie à une création d'emplois de qualité. Elle est souvent illustrée par le déploiement de modèles d'économie circulaire, permettant une utilisation plus efficace des ressources. Les gouvernements jouent un rôle essentiel dans le ciblage des politiques publiques, financements et aides au service d'une telle réorientation. La transformation économique vise à établir un cadre où les entreprises produisent des biens et services durables, consommés localement, dans le respect des droits des travailleurs, tout en respectant des critères d'exploitation des ressources naturelles. Ce modèle aspire également à atteindre la neutralité carbone.

Le développement durable représente une nécessité dans le travail d'élaboration d'un futur où bien-être social et mise en valeur et préservation de la planète sont intimement liés. Une stratégie qui vise à répondre à des enjeux contemporains dans un objectif de mise en œuvre d'un meilleur monde pour les générations à venir. Au cours des discussions lors des différents Comité de Sensibilisation à L'environnement, la nécessité d'une action collective pour engager un développement respectueux de la planète et de ses habitants a été longtemps soulignée.

Les Objectifs de développement durable constituent un appel de tous les pays, riches et moins riches, à agir pour plus de prospérité mais également pour protéger la planète. C'est déduire que l'éradication de la pauvreté doit être accompagnée d'un axe qui soit le produit de stratégies de croissance économique et d'une réponse à un certain nombre de besoins sociaux tels que l'éducation, la santé, la protection sociale, les possibilités d'emplois à la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement.

Les enjeux de la conférence s’ancrent dans un contexte international et de concertation passés et présents. La menace climatique s’apparente universellement à un risque systémique, tant les crises se présentent interconnectées (perte de biodiversité et dégradation des sols). Les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), qui continuent d’augmenter malgré les efforts déployés, permettent de caler les demandes d’actions à 2% inférieures à 2019 pour 2030, alors qu’une baisse de 43% des GES émis, par rapport à 2019, est exigée pour limiter à 1,5 °C le réchauffement climatique. Ce constat souligne la nécessité des engagements des Comité de Sensibilisation à L’environnement, pour respecter tous les objectifs liés à l’Accord de Paris.

L’Accord de Paris est un traité international adopté lors du Comité de Sensibilisation à L’environnement, en 2015, pour tenter de maintenir le réchauffement climatique à bien moins de 2°C par rapport à l’ère préindustrielle, en visant un objectif maximal de 1,5°C.

(Connaissance des Énergies, 2024)

Les objectifs de développement durable (ODD), adoptés par les États dans le cadre de la CIPU en 2015, comportent également des cibles dans le domaine du climat et de l’environnement, intégrées dans le cadre plus large de la multiplication des efforts d’enfouissement dans le développement durable respectueux des limites planétaires.

La transformation de l’économie vers des modèles durables et résilients face aux défis climatiques est le résultat d’un effort commun d’acteurs aux niveaux national, économique et société civile, auquel chacun contribue dans l’élaboration des politiques et des actions réduisant les GES et en faveur d’un développement durable, les gouvernements étant notamment responsables des politiques publiques.

Contexte

Ligne chronologique de la Comité de Sensibilisation à L'environnement:

1992 : Adoption du Comité de Sensibilisation à L'environnement au Sommet de Rio définissant un cadre pour la coopération internationale face au changement climatique.

1995 : la première Conférence se tient à Berlin où les pays signataires commencent à s'accorder sur la définition d'objectifs pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

1997 : le Protocole de Kyoto impose aux pays développés de réduire d'au moins 5 % leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 2008 et 2012 par rapport au niveau de 1990. Au-delà de la réduction d'émissions, le Protocole introduit des mécanismes de flexibilité afin d'accompagner leur mise en œuvre (Oxfam, 2024).

2015 : l'Accord de Paris est établi et définit un objectif global de température de réchauffement climatique à garder en deçà de 2 °C, et de faire tout effort pour ne pas dépasser 1,5 °C

Malgré ces avancées, les résultats se font encore attendre. Le Comité de Sensibilisation à L'environnement est souvent mis en cause pour leur inefficacité et le manque d'adhésion d'un certain nombre de pays, comme le montre la situation de l'Accord de Paris, après lequel les émissions mondiales continuent d'augmenter, entraînant des prévisions de réchauffements de 3 °C à 5 °C d'ici la fin du siècle sans mise en œuvre de mesures supplémentaires. La Comité de Sensibilisation à L'environnement s'inscrit donc dans une prise de conscience des phénomènes de dérèglement climatique et l'obligation de renforcer la prise d'engagements visant à

la mise en œuvre de solutions réalistes et opérationnelles pour atteindre les objectifs climatiques.

Pour ce qui est de la transformation des secteurs économiques, l'évolution des modèles économiques au cours des dernières décennies s'est accélérée grâce à la prise de conscience des limites environnementales et des effets négatifs générés par une croissance économique classique, en effet les modèles économiques ne prenaient pas en compte historiquement les coûts environnementaux liés à cette recherche de la maximisation du produit intérieur brut (PIB). Cependant, cette approche a conduit à une dégradation significative des ressources naturelles et à une crise écologique. Voici certains exemples de nouveaux modèles cherchant à intégrer la durabilité dans le développement économique. L'économie circulaire et l'économie de fonctionnalité. Voici deux citations dans leurs ordres respectifs pour mieux vous présenter ces deux concepts:

"Ce modèle vise à minimiser le gaspillage en réutilisant et en recyclant les ressources. Il s'oppose à l'économie linéaire traditionnelle qui suit un schéma de production-consommation-destruction" (Dupont, 2020).

"Ce modèle privilégie l'usage d'un produit plutôt que sa possession, réduisant ainsi la consommation de ressources" (Martin & Lefèvre, 2021).

Revenons à notre analyse des modèles économiques dans le contexte des enjeux contemporains. Il s'agit d'intégrer les erreurs du passé pour optimiser ces modèles et ainsi mieux appréhender les enjeux qu'ils soulèvent, les crises notamment. Les crises économiques comme celle de 2008 ont découvert les vulnérabilités économiques face aux problématiques environnementales. Dans la foulée, plusieurs pays ont mis en place des dispositifs politiques visant à stabiliser l'économie tout en tentant de promouvoir une croissance durable.

Essence du Débat

- Nécessité d'une transition systémique touchant tous les secteurs.

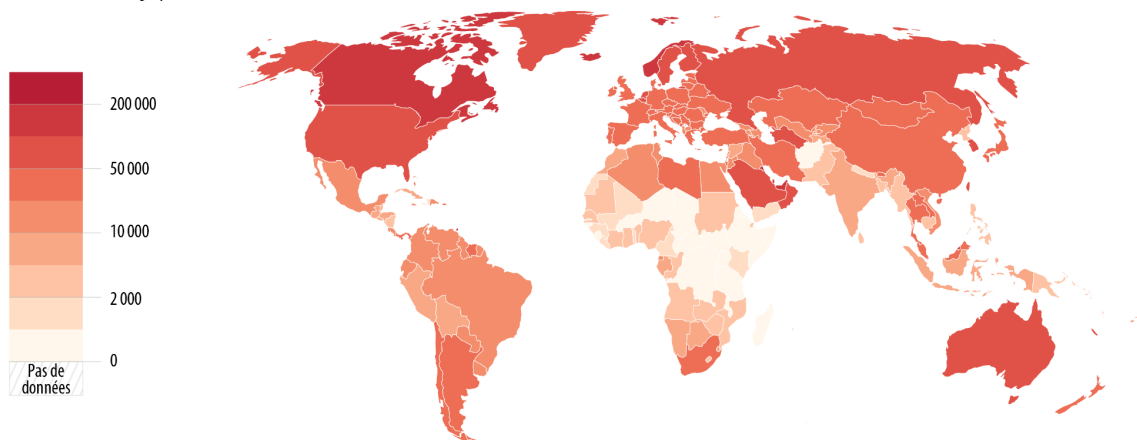
La transition systémique apparaît comme indissociable de la réponse aux enjeux environnementaux et sociaux contemporains, car elle affecte tous les secteurs, de l'énergie aux transports, en passant par l'agriculture et l'industrie.

Selon le Secrétaire général de la CIPU (2023), les pays doivent travailler à l'élaboration de leurs plans de transition, en respectant les objectifs climatiques, comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ou la déforestation.

La Comité de Sensibilisation à L'environnement sera un moment fort pour voir émerger des propositions formalisées et en faveur d'une transition éclairée qui implique aussi, pour être fonctionnelle, une coopération internationale et un engagement collectif permettant des efforts équitablement répartis et inclusifs.

Sous tension

La consommation d'énergie varie : la consommation moyenne par habitant de certains pays peut dépasser de 100 fois celle de certains des pays les plus pauvres.
(consommation d'énergie par habitant, 2021, kilowattheures)



Sources : Our World in Data, d'après l'étude statistique de BP sur l'énergie mondiale ; portail de données du projet Shift.

Note : La carte montre la consommation d'énergie primaire par habitant. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

- Rôle de l'innovation technologique dans la transformation.

L'innovation technologique joue un rôle clé dans la transformation économique en favorisant un avenir durable et résilient, mais ses effets restent ambivalents. D'un côté, elle améliore l'efficacité énergétique, réduit l'empreinte écologique et optimise les processus grâce à la numérisation et à l'intelligence artificielle. De l'autre, elle peut entraîner des inégalités d'accès, une obsolescence rapide des compétences et des impacts environnementaux indirects liés à l'extraction des ressources nécessaires aux nouvelles technologies. Comme le souligne Schumpeter (1942), l'innovation est « le moteur du développement économique », mais elle s'accompagne également d'une « destruction créatrice » qui peut fragiliser certains secteurs et travailleurs. Ainsi, une gouvernance équilibrée est nécessaire pour maximiser ses bénéfices tout en atténuant ses effets négatifs.

- Équité sociale et économique dans la transition.

Pour l'atteinte de la transition juste, l'équité sociale et économique est essentielle. La transition écologique doit soigner tout particulièrement le partage bénéfique des transformations qui en découlerait, au sein des différentes couches sociales.

Les politiques doivent se donner pour objectif de ne pas laisser sur le chemin les plus vulnérables, face à d'éventuels impacts économiques d'une telle transition (Just Transition Centre, 2021).

Les secteurs concernés, en particulier ceux classés comme à risque de décarbonation, adopteraient dans ce cadre une approche inclusive, permettant non seulement d'améliorer le soutien public à ces initiatives et de favoriser la participation des communautés au processus décisionnel.

- Responsabilité du secteur privé dans le changement.

Le secteur privé est nécessaire à cette transformation.

Les entreprises doivent s'allier aux gouvernements afin de produire des contributions déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses à la mesure de leur potentiel technique et de leurs engagements environnementaux (World Economic Forum, 2023).

La responsabilité du secteur privé implique des pratiques d'affaires durables, de l'investissement dans des technologies vertes, et des stratégies d'appui à l'innovation sociale et environnementale. Au-delà de cela, le secteur privé a besoin de réduire ses propres externalités environnementales (le secteur privé est l'un des plus grands contributeurs), tant dans la productivité que dans la circularité de la production.

Thèmes à débattre

- Politiques incitatives pour encourager les investissements durables.

Cadre politique : Un cadre réglementaire solide est essentiel pour attirer les investissements durables. Plus d'un tiers des incitations fiscales sont liées à ce type d'investissement (OCDE, 2024).

Incitations financières : Les subventions et crédits d'impôt doivent être réorientés vers les énergies renouvelables. En 2022, les subventions aux combustibles fossiles ont atteint 1 000 milliards de dollars, contre seulement 135 milliards pour les énergies renouvelables.

Croissance de l'investissement durable : L'investissement durable a connu une croissance significative ces dernières années. Selon le Global Sustainable Investment Review, l'investissement durable a atteint 35 300 milliards de dollars en 2020, avec une augmentation de 15 % par rapport à 2018 (Youmatter, 2024)

- Transition énergétique vers des sources renouvelables.

L'énergie renouvelable est sans doute la voie incontournable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et contribuer aux objectifs climatiques mondiaux.

Ce soutien doit se traduire par de nouvelles incitations à la hausse tant financières que réglementaires pour rendre les investissements prospères.

- Pratiques agricoles durables pour la sécurité alimentaire.

Les pratiques agricoles durables, nécessaires à garantir la sécurité alimentaire et à sauvegarder l'environnement, méritent des politiques incitatives. Les techniques telles que l'agroécologie et l'agriculture régénérative doivent se multiplier; les financements pour la recherche et le développement dans ces deux voies doivent être plus importants ; l'innovation doit prendre le libre cours de l'expérimentation pour

une meilleure productivité de l'agriculture décarbonée, en s'attachant à sa durabilité et en tenant intégralement compte de son impact sur l'environnement.

- Adoption et développement des technologies vertes.

L'adoption et le déploiement des technologies vertes sont au cœur des objectifs de réduction de notre dépendance aux combustibles fossiles et d'atténuation du changement climatique. C'est pourquoi les entreprises doivent être incitées à engager des dépenses en matière d'innovation, notamment dans les secteurs de l'énergie solaire, de l'éolien et des technologies de stockage d'énergie, car les investissements dans les technologies vertes ont triplé depuis 2015. Toutefois, malgré la formidable dynamique de croissance, il reste urgent d'accélérer le développement et le déploiement de ces technologies pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux.

- Partenariats internationaux pour le partage des meilleures pratiques.

Les partenariats internationaux sont essentiels pour partager les meilleures pratiques en matière d'investissements durables.

- Redirectionnement de certaines pratiques dans l'intérêt de la préservation de l'environnement

On peut penser à (dans les cas où cela montre de l'importance significative):

- La consommation d'énergie,
- La gestion des déchets,
- Le système agricole
- Les pratiques industrielles

Questions à se poser en tant que délégué:

- Quelles sont les mesures qui sont déjà mises en place dans mon pays?
- Comment le changement climatique affecte mon pays et les activités économiques de mon pays?
- Quelles sont les mesures qu' on peut envisager de mettre en place pour contribuer au développement durable?
- Quelles sont les mesures qui risquent d' affecter mon pays négativement?

Problématiques à considérer

- Sources de financement pour soutenir la transformation économique.

Le financement de la transformation économique est au cœur d'une telle transformation. Les sources de financement incluent des financements publics et privés, des subventions gouvernementales, mais aussi des alliances avec les organisations internationales. On peut aussi penser à des mécanismes de financements innovants.

- Résilience des sociétés face aux chocs climatiques.

Le développement d'infrastructures résilientes, la création de systèmes d'alerte précoce et l'adoption de pratiques agricoles durables : en améliorant la capacité d'adaptation des communautés, on réduit leur vulnérabilité et on favorise leur bien-être face aux enjeux climatiques.

- Impact sur l'emploi et programmes de reconversion professionnelle.

La transition vers une économie durable questionne l'emploi à travers la disparition de la main-d'œuvre traditionnellement employée dans les secteurs polluants, mais

aussi à travers la création d'emplois dans les différents pans de l'économie verte. Dans cette perspective, des programmes de reconversion professionnelle sont nécessaires pour aider les travailleurs à acquérir de nouvelles compétences adaptées aux exigences de l'emploi dans le travail durable, permettant ainsi une transition équitable.

- Mesure de l'efficacité des initiatives de transformation.

Il devient impératif de disposer d'indicateurs clairs et mesurables, incluant une évaluation des enjeux environnementaux, sociaux et économiques des projets qui seront mis en œuvre, par le biais de suivis réguliers qui auront vocation à ajuster la stratégie en fonction des résultats obtenus, ceci pour optimiser l'usage des ressources utilisées.

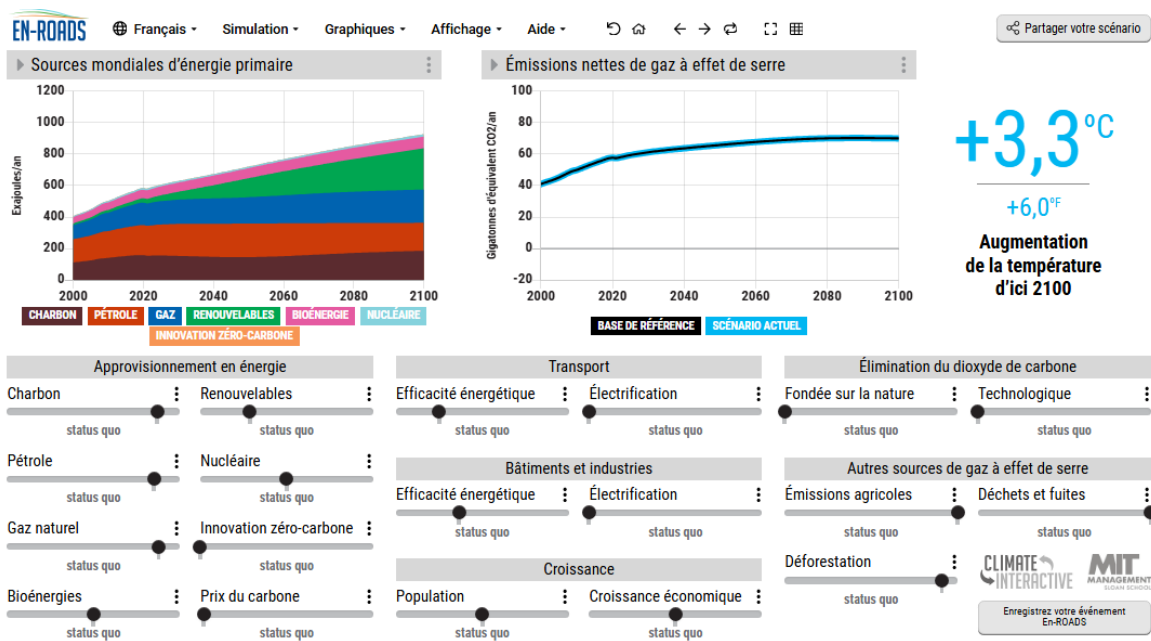
- Éducation et sensibilisation du public sur les enjeux de durabilité.

Il existe de nombreux dispositifs et leviers pour favoriser la transition environnementale permanente de la société. À partir de campagnes d'information et d'éducation, en passant par des écoliers et des enfants, mais aussi des adultes, à s'engager dans des pratiques plus durables de leur quotidien : comme par exemple, économiser l'eau ou choisir un produit respectueux de l'environnement (DGB Group, 2024). Tout en intégrant les valeurs promues dans l'éducation, il est possible d'instaurer une culture environnementale durable.

Outils pratiques

Vous pouvez utiliser ce site web pour simuler les différentes manières de transformation économique que votre pays est en mesure d'accomplir. Ou simplement pour que vous constataz toutes les variables et critères qui sont en jeu par rapport au changement climatique.

<https://www.climateinteractive.org/en-roads/>



Sources

- Dupont, J. (2020). *L'économie circulaire : Vers un modèle durable*. Éditions Écologiques.
- Martin, P., & Lefèvre, S. (2021). *L'économie de fonctionnalité : Un nouveau paradigme*. Presses Universitaires.
- Schumpeter, J. A. (1942). *Capitalism, Socialism and Democracy*..
- Oxfam. (2024). *Le Protocole de Kyoto et ses objectifs*.
- International Renewable Energy Agency. (2022). *World Energy Transition Outlook 2022: 1.5°C pathway*. IRENA.
- Just Transition Centre. (2021). *A Just Transition: A report on the challenges and opportunities*. Just Transition Centre.
- World Economic Forum. (2023). *The role of business in achieving net-zero emissions*. World Economic Forum.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2024). *Perspectives des politiques de l'investissement durable*. OCDE.
- Youmatter. (2024). *Finance durable : définition, labels, réglementations....*
- International Labour Organization. (2018). *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: Une économie verte et créatrice d'emplois*.
https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@inst/documents/publication/wcms_638147.pdf
- DGB Group. (2024). *Durabilité : créer un avenir meilleur*.